

Unité départementale de l'Isère
17 boulevard Joseph Vallier
38040 Grenoble

Grenoble,

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/10/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

FERROGLOBE FRANCE

Usine des Clavaux
38220 Livet-et-Gavet

Références : 2025-Is088TS2
Code AIOT : 0006102997

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22 octobre 2025 dans l'établissement FERROGLOBE FRANCE implanté Usine des Clavaux - Route des 6 Vallées - 38220 Livet-et-Gavet. L'inspection a été annoncée le 12 septembre 2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection s'inscrit dans le plan de contrôle des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement. Deux inspections ont eu lieu en 2025 sur le site concernant la métrologie des émissions atmosphériques en sortie de baghouse et le respect de la réglementation liée aux transformateurs électriques contenant des PCB.

Lors de cette troisième inspection, un point a été fait sur les suites données à l'inspection du 4 décembre 2024 et à l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 20 février 2025 relatif à l'absence du diagnostic technique concernant la configuration des deux décharges CUAEM et SECEMEAU polluées aux métaux.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FERROGLOBE FRANCE

- Usine des clavaux Route des 6 Vallées 38220 Livet-et-Gavet
- Code AIOT : 0006102997
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société FERROGLOBE FRANCE, spécialisée dans la production de ferroalliages et d'énergie électrique, produit sur son site de Livet-et-Gavet (site des Clavaux) du silicium destiné à la fabrication de silicones, au marché photovoltaïque et au marché de la métallurgie ; les poussières de silice sont récupérées et revendues à l'industrie du béton et des fibrociments.

L'usine des Clavaux existe depuis 1897. La production de ferrosilicium débute en 1961, puis celle de silicium à compter des années 1970-1980. Le site est exploité par la société FERROPEM depuis 2005. A partir de 2016, FERROGLOBE FRANCE devient le nouvel exploitant.

Le site est localisé en rive gauche de la moyenne vallée de La Romanche. Il fonctionne 24h/24, 7j/7. Depuis 2022, le site est revenu sur un mode de fonctionnement saisonnier : les fours sont arrêtés en période hivernale.

Le site emploie 152 personnes, intérimis compris, hors période d'arrêt (chiffre d'octobre 2024).

Les activités du site sont actuellement réglementées par l'arrêté préfectoral du 18/07/2008 modifié par arrêté du 14/08/2020 suite au réexamen IED des conditions d'exploitation.

Le jour de la visite d'inspection, l'ensemble des ateliers de production était à l'arrêt. Cette année, l'arrêt des fours a été anticipé en raison du contexte économique de la société.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Sobriété hydrique
- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;

- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Lors de la visite terrain, l'inspection a constaté la réalisation des travaux de sécurisation et de renforcement de la berge au niveau de l'usine. Ces travaux ont été achevés à la fin du 1^{er} trimestre 2025.

L'autorisation délivrée le 23/09/2024 par l'autorité préfectorale prévoit la transmission d'un rapport d'exécution des travaux au service de la police de l'eau et des milieux aquatiques.

Lors de la visite d'inspection du 22/10/2025, l'exploitant n'est pas en mesure de présenter le rapport d'exécution des travaux.

Le 22/11/2025, l'exploitant a transmis à l'inspection le plan de terrassement et de récolement des travaux exécutés (plans datés du 30/01/2025 et du 31/01/2025).

Ces documents ont été transmis à la police de l'eau.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	Mise en circuit fermé des eaux de refroidissement (suites d'inspection du 04/12/2024)	Arrêté Préfectoral du 18/07/2008, article 4.3.5	Demande d'action corrective	4 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
6	Rejets d'effluents liquides	Arrêté Préfectoral du 14/08/2020, article 9	Demande d'action corrective	3 mois
7	Prélèvements et consommations d'eau	Arrêté Préfectoral du 18/07/2008, article 4.1.1 et 4.2.2	Demande d'action corrective	3 mois
8	Contrôle inopiné des rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 14/08/2020, article 7 et 8	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative (suites d'inspection du 04/12/2024)	Arrêté Préfectoral du 14/08/2020, article 1er et 2	Sans objet
2	Travaux d'insonorisation (atelier opérations de granulation) – suites d'inspection du 04/12/2024	Arrêté Préfectoral du 14/08/2020, article 16	Sans objet
3	Surveillance environnementale (suites d'inspection du 04/12/2024)	Arrêté Préfectoral du 14/08/2020, article 19	Sans objet
4	Gestion des pollutions historiques du site (suites des inspections du 06/07/21 et du 04/12/2024)	Arrêté Préfectoral du 14/08/2020, article 29	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suite à la visite d'inspection, **il est proposé à madame la préfète de donner acte de la mise à jour des activités ICPE en exploitation sur l'usine des Clavaux.**

En ce qui concerne l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 20/02/2025 suite à l'absence de réalisation du diagnostic technique de deux anciennes décharges présentes sur le site, **l'inspection constate que des actions ont été engagées par l'exploitant pour se conformer aux exigences susmentionnées. Compte tenu de la présentation d'un bon de commande, l'inspection ne propose pas à ce stade de sanctions administratives. En cas de non remise du diagnostic technique avant le 31 mars 2026, des sanctions administratives seront proposées à la préfète.**

Des modifications notables ont été apportées aux conditions de rejets des eaux résiduelles dans le milieu naturel, comportant un projet de mise en circuit fermé des eaux de refroidissement qui

finalement n'a pu aboutir à la suppression totale des rejets des eaux de refroidissement à la Romanche. L'information faite à l'inspection en 2021 de ces modifications doit être complétée par un dossier de porter à connaissance exhaustif, comme demandé par l'inspection depuis 2023.

L'exploitant doit remettre en place une transmission à l'inspection des résultats d'autosurveillance des effluents aqueux via l'application GIDAF ou *a minima* par courriel. Les substances rejetées au milieu naturel et visées par un objectif de suppression des émissions doivent faire l'objet d'un suivi rigoureux et d'actions correctives de la part de l'exploitant.

Compte tenu des volumes d'eau prélevés au milieu naturel, FERROGLOBE doit respecter la réglementation nationale et les exigences préfectorales en matière de restriction des prélèvements et consommations d'eau en période de sécheresse. L'inspection a constaté que l'exploitant n'a pas mis en place le Plan de Sobriété Hydrique qu'il s'était engagé à réaliser pour pouvoir bénéficier des adaptations sur les réductions de prélèvement d'eau en cas de sécheresse. **À ce jour, l'exploitant ne peut bénéficier d'une adaptation du régime général concernant les restrictions des usages de l'eau. Le site est donc soumis aux restrictions des consommations et des prélèvements d'eau requises par l'arrêté ministériel du 30/06/2023 et par l'arrêté préfectoral cadre sécheresse du 10/06/2023.**

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative (suites d'inspection du 04/12/2024)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/08/2020, article 1er et 2							
Thème(s) : Situation administrative, Tableau des activités							
Prescription contrôlée :							
1- Situation administrative							
ARTICLE 1 ^{er} - La société FERROPEM, dont le siège social est situé 517 avenue de la Boisse - 73000 CHAMBERY, est autorisé à poursuivre l'exploitation de son usine des Clavaux située route des Six Vallées sur la commune de LIVET-ET-GAVET (38) dans les conditions fixées par le présent arrêté.							
Article 1.2.1 de l'APC n°2008-06759 du 18/07/2008 modifié							
Rubrique	Alinéa	AS, A, E, D, NC	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement	Seuil du critère	Volume autorisé
3420	e	A	Fabrication en quantité industrielle par transformation chimique ou biologique de produits chimiques inorganiques, tels que : e) Non-métaux, oxydes métalliques ou autres composés inorganiques, tels que carbure de calcium, silicium, carbure de silicium.	Production de silicium - Four n° 1 (silicium) : puissance 26 MW, capacité de production de 52 t/j - Four n° 2 (silicium) : puissance 27 MW, capacité de production de 54 t/j - Four n° 3 (silicium) : puissance 12 MW, capacité de production	Rubrique « principale »	/	/

Rubrique	Alinéa	AS, A, E, D, NC	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement	Seuil du critère	Volume autorisé
3250	1	A	Production, transformation des métaux et alliages non ferreux : Production de métaux bruts non ferreux à partir de minerais, de concentrés ou de matières premières secondaires par procédés métallurgiques, chimiques ou électrolytiques	de 24 t/j Capacité de production de 35400 t/an de silicium métal	/	/	/
2515	1b	D	Broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels.	Installations de conditionnement	Puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation	40kW<P<200 kW	126 kW
4801	1	A	Houille, coke, lignite, charbon de bois, goudron, asphalte, brais et matières bitumineuses.	Stockage de houille (3000 t), charbon (275 t) et coke (525 t)	Quantité susceptible d'être présente	>500 t	3800 t
2921	a	E	Installations de refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle	1 tour aéroréfrigérante	puissance thermique évacuée maximale	3000 kW	10465 kW
2925		D	Ateliers de charge d'accumulateurs	8 postes de charge	La puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération	> 50 kW	50 kW
2910	A2	D	Installation de combustion.	1 poste de séchage des granulés : 1470 kW 3 postes de cuisson des poches de coulée : 2015 kW au total 2 postes de préchauffage du réfractaire des poches : 700 kW au total 4 chaudières : 580 kW au total	Puissance thermique maximale de l'installation	1 MW <P<20 MW	4,35 MW
1532	2	D	Dépôt de bois sec ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés à l'exception des établissements recevant du public.	Stockage de bois de 3500 m ³ (soit 1000 tonnes)	volume susceptible d'être stocké	1000 m ³ <V<20000 m ³	3500 m ³
4718	2	DC	Gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2.	Citerne de propane de 35t	Quantité susceptible d'être présente	6 t<q<50 t	35 t
4725	2	D	Oxygène (numéro CAS 7782-44-7)	Stockage d'oxygène liquide : 40 t (35 m ³)	Quantité totale susceptible d'être présente	2 t<q<200 t	80 t

Rappel de la demande de l'inspection

Proposition de suites n°1 :

L'exploitant transmet à l'inspection, sous un délai de 1 mois, un tableau de l'ensemble des activités à jour.

Constats :

L'exploitant n'a pas transmis le tableau des activités à jour dans le cadre des suites de l'inspection du 04/12/2024.

Le jour de l'inspection, il est pris note :

- de la suppression du stockage de charbon (275 t) classé sous la rubrique 4801 ; les stockages de houille (3000 t) et de coke (525 t) classés sous la même rubrique restent inchangés ainsi que le régime de classement actuel sous la rubrique 4801 (autorisation) ;
- de l'augmentation de la puissance des machines fixes de 126 kW à 227 kW au titre de la

rubrique 2515.1 ; compte tenu de la nouvelle puissance déclarée, les installations relèvent désormais du régime de l'enregistrement et non plus de la déclaration ; l'exploitant n'est pas en mesure de préciser à quelle époque sont intervenues ces modifications.

En ce qui concerne le changement de régime au titre de la rubrique 2515, les machines classées sous cette rubrique conservent le bénéfice de leur antériorité. Ceci-étant, l'arrêté ministériel du 26/11/12 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage, concassage, criblage, etc., relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2515, s'appliquent aux machines existantes dans les conditions énoncées à l'article 1^{er} de l'arrêté ministériel.

Au vu des déclarations de l'exploitant lors de l'inspection du 22 octobre 2025, il est proposé à madame la préfète de donner acte de l'actualisation du tableau des activités de l'usine des Clavaux exploitée par Ferroglobe France. Un projet de courrier est joint au présent rapport.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Travaux d'insonorisation (atelier opérations de granulation) – suites d'inspection du 04/12/2024

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/08/2020, article 16

Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des nuisances sonores

Prescription contrôlée :

ARTICLE 16 - Les dispositions du paragraphe 8.1.2.11 « opération de granulation » de l'article 8.1.2 des prescriptions annexées à l'arrêté préfectoral complémentaire N°2008-06759 du 18 juillet 2008 sont complétées par les dispositions suivantes :

(...)

Par ailleurs, l'exploitant procède à des travaux complémentaires d'isolation acoustique de la toiture du bâtiment granulation avant fin 2021, sans toutefois réduire l'efficacité et les surfaces des événements d'explosion du bâtiment ».

Rappel de la demande de l'inspection

Proposition de suites n°2 :

L'exploitant procède avant le redémarrage de l'usine (sous un délai maximum de 2 mois) aux travaux de remise en état des plaques d'insonorisation.

Constats :

L'exploitant déclare que les panneaux d'insonorisation ont été posés au 1^{er} trimestre 2025. Lors de la visite des ateliers, l'inspection constate la présence de ces panneaux au niveau du mur intérieur du bâtiment en granulation.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Surveillance environnementale (suites d'inspection du 04/12/2024)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/08/2020, article 19

Thème(s) : Risques chroniques, Impact des rejets atmosphériques

Prescription contrôlée :

ARTICLE 19 - Les dispositions de l'article 9.2.1.2 « mesure de l'impact des rejets atmosphériques sur l'environnement » de l'arrêté préfectoral complémentaire N°2008-06759 du 18 juillet 2008 sont remplacées par les dispositions ci-dessous :

ARTICLE 9.2.1.2. Mesure de l'impact des rejets atmosphériques sur l'environnement

L'exploitant doit assurer une surveillance de la qualité de l'air et des retombées atmosphériques dans l'environnement du site, portant sur les paramètres et compartiments suivants :

- dans l'air ambiant : poussières (PM10), NOx, SOx
- dans les retombées atmosphériques (mesures par jauges Owen ou équivalent) : poussières et métaux lourds

Sauf justificatif particulier fourni par l'exploitant la liste des métaux lourds est la suivante : cadmium, thallium, mercure, antimoine, étain, arsenic, plomb, chrome, cobalt, cuivre, manganèse, nickel, vanadium, zinc et leurs composés.

Les points de surveillance sont définis sur la base d'une étude de dispersion.

Le cahier des charges du programme de surveillance et ses modalités de mise en œuvre sont préalablement transmis à l'inspection des installations classées pour avis. Le cahier des charges comporte les informations suivantes :

- description et justification des différents points de prélèvements et/ou mesures et de leur environnement proche (présence éventuelle d'autres sources notamment) ;
- nombre de points d'analyse dans la zone sous influence, dans la zone sous les vents dominants et dans la zone « témoin » ;
- modalités de prélèvements, mesures et analyses, notamment vis-à-vis du respect des normes en vigueur.

Les prélèvements et analyses sont réalisés par des laboratoires compétents conformément à ce cahier des charges. En ce qui concerne la surveillance de l'air ambiant, les méthodes de prélèvement et d'analyses à mettre en œuvre sont celles qui sont mises en œuvre dans le cadre de la surveillance de la qualité de l'air en application de l'arrêté du 21 octobre 2010 relatif aux modalités de surveillance de la qualité de l'air et de l'information du public.

Toute modification de ce cahier des charges ou des paramètres à surveiller est transmise à l'inspection des installations classées.

La première campagne est mise en œuvre **avant fin avril 2021 (avec transmission du cahier des charges avant fin décembre 2020)**, puis **tous les 2 ans**.

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées, dans le mois suivant la réception des résultats, un rapport comportant, a minima, les informations suivantes :

- synthèse des résultats accompagnée de la documentation nécessaire pour valider les résultats (notamment bulletins d'analyse des laboratoires) ;
- cartographie des résultats ;
- interprétation des résultats notamment au regard des valeurs réglementaires et recommandations en vigueur ainsi que des niveaux enregistrés au niveau national ;
- commentaires sur les résultats et propositions éventuelles de suites à donner au regard des résultats obtenus.

Au vu des résultats obtenus, le préfet peut demander que des mesures complémentaires soient réalisées.

Rappel de la demande de l'inspection

Proposition de suites n°3 :

L'exploitant procède sous un délai de 1 mois à la remise en service de la station météorologique de l'usine des Clavaux.

Constats :

La station météorologique du site a été remise en service au 1^{er} trimestre 2025.

La surveillance environnementale est réalisée par ATMO AURA à partir de deux campagnes de mesures par an : au printemps et à l'hiver.

La prochaine campagne de mesures en période hivernale devait intervenir en décembre 2025. Compte tenu de l'arrêt des fours dès la fin du mois de septembre, la mise en œuvre de mesures à cette période n'aurait pas été représentative des rejets du site.

Observation

L'inspection demande à l'exploitant que les mesures surveillance environnementale dont la mise en œuvre était initialement prévue en décembre 2025, soient réalisées en 2026 dès que les deux fours seront en fonctionnement nominal. Le rapport de surveillance environnementale devra être finalisé dès que l'ensemble des mesures nécessaires à l'analyse des impacts de rejets atmosphériques de Ferroglobe France seront disponibles.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Gestion des pollutions historiques du site (suites des inspections du 06/07/21 et du 04/12/2024)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/08/2020, article 29

Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des pollutions historiques

Prescription contrôlée :**ARTICLE 29 : Gestion des pollutions historiques présentes sur site**

Vis-à-vis des pollutions métalliques identifiées au droit du site, et des deux anciennes zones de dépôt de déchets (dénommées ancienne décharge CUAEM et ancienne décharge SECHEMEAU), l'exploitant met en œuvre les mesures suivantes :

- l'ensemble des surfaces situées dans l'emprise du site, et en particulier les zones actuelles de dépôt situées au nord et au sud du site, doivent présenter une protection physique destinée à supprimer la voie d'exposition par ingestion ou inhalation de poussières (asphalte, stabilisé, béton, couche de terres végétales saines d'au moins 10 cm après compactage...) ;

- les deux anciennes zones de dépôt de déchets (anciennes décharges) sont **si besoin réaménagées** afin de répondre aux objectifs suivants :

- protection vis-à-vis de l'infiltration des eaux pluviales et de ruissellement vers l'intérieur de la décharge ;
- suppression du risque d'envols de poussières ;
- **protection des décharges vis-à-vis d'une crue de La Romanche.**

A cette fin, l'exploitant réalise un diagnostic technique de la configuration des deux décharges vis-à-vis des objectifs ci-dessus, et transmet à l'inspection des installations classées, **d'ici fin juin 2021**, les conclusions de ce diagnostic accompagné, le cas échéant, de propositions techniques et d'échéances de réalisation.

Rappel de la demande de l'inspection

Étant donné que l'échéance de transmission du diagnostic technique des deux anciennes décharges est dépassée depuis 3 ans et demi et que la non-conformité avait déjà été constatée

par l'inspection lors de la visite du 06/07/2021 sans suite donnée par FERROGLOBE France, l'inspection propose à la préfète de mettre en demeure FERROGLOBE France de se conformer, sous un délai de 3 mois, aux dispositions de l'article 29 de l'arrêté préfectoral du 14/08/2020.

Arrêté préfectoral de mise en demeure du 20/02/2025

Article 1

FERROGLOBE FRANCE qui exploite l'usine des Clavaux sur la commune de Livet-et-Gavet (38220) située route des Six Vallées, lieu-dit Les Clavaux, est mise en demeure de respecter dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions de l'article 29 de l'arrêté préfectoral complémentaire n°DDPP-DREAL UD38-2020-08-09 du 14/08/2020 en transmettant le diagnostic technique de la configuration des deux décharges CUAEM et SECHEMEAU.

En cas de non-respect de cette mise en demeure dans le délai prévu, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, les sanctions administratives prévues par l'article L.171-8 du code de l'environnement.

Constats :

Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté le bon de commande du 15/10/2025 auprès d'un bureau d'étude dans le cadre du plan de gestion des pollutions au droit des anciennes décharges et des sols nus du site. De nouveaux prélèvements des sols seront réalisés. Le diagnostic technique devrait être disponible en début d'année 2026.

L'inspection constate que des actions ont été engagées par l'exploitant pour se conformer aux exigences susmentionnées. Compte tenu de la présentation d'un bon de commande, l'inspection ne propose pas à ce stade de sanctions administratives. En cas de non remise du diagnostic technique avant le 31 mars 2026, des sanctions administratives seront proposées à la préfète.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Mise en circuit fermé des eaux de refroidissement (suites d'inspection du 04/12/2024)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/07/2008, article 4.3.5

Thème(s) : Risques chroniques, Création d'un bassin de refroidissement

Prescription contrôlée :

ARTICLE 4.3.5 : LOCALISATION DES POINTS DE REJET

Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent aux points de rejet qui présentent les caractéristiques suivantes :

Point de rejet vers le milieu récepteur	n°1	n°2	n°3	n°4
Nature des effluents	Eaux pluviales	Eaux industrielles + eaux de refroidissement	Eaux pluviales	Eaux vannes
Exutoire du rejet	Milieu naturel	Milieu naturel	Milieu naturel	Réseau EU
Traitement avant rejet	Séparateurs d'hydrocarbures	Traitement physico-chimique	Séparateurs d'hydrocarbures	Station d'épuration ⁽¹⁾ (2)
Milieu récepteur	Romanche	Romanche	Romanche	Romanche ⁽¹⁾

(1) sauf eaux vannes provenant des bureaux fabrication et conditionnement traitées par fosses septiques (traitement par épandage)

(2) ouvrage de traitement à réaliser par la collectivité

1- Courrier d'information de FERROGLOBE du 25/08/2021 du projet de mise en circuit fermé des eaux de refroidissement

2- Courriel de l'inspection du 28/03/2023 concernant des demandes de compléments

3- Courriel ci-dessous de FERROGLOBE du 14/09/2023 en réponse à l'inspection

Bassin de refroidissement

La période estivale et particulièrement le mois d'Août nous a permis d'obtenir un retour d'expérience complémentaire sur le fonctionnement de notre nouveau bassin de refroidissement, nous avons remarqué des dysfonctionnements qui vont donner lieu à des améliorations techniques qui pourront être réalisées cet hiver, en fonction des arrêts techniques de production, qui ne sont pas encore définis fermement à ce jour.

En parallèle nous étudions la mise en place d'un bassin de décantation en amont de ce bassin de refroidissement. Ce bassin de 80m² permettrait de récupérer les eaux de process de l'installation de granulation afin d'assurer un prétraitement physique avant le rejet dans le bassin actuel.

Une revue complète du système avec des points d'améliorations sont donc actuellement à l'étude avec la nouvelle Direction de l'usine. C'est dans ce cadre que je vous sollicite afin d'obtenir un report de délai de quelques mois quant au dépôt du dossier de porté à connaissance qui avait été initialement planifié avant la date du 31 août 2023. L'objectif serait de terminer l'étude et les modifications pour pouvoir mettre dans le dossier ces éléments complémentaires qui doivent être pris en compte dans le dossier global.

Rappel de la demande de l'inspection

Proposition de suites n°5 :

Un porté à connaissance des nouvelles conditions des rejets aqueux de l'usine est transmis à l'inspection sous un délai de 3 mois. Ce dossier permet d'apporter des réponses aux demandes de l'inspection formulées dans son courriel du 28/03/2023.

Constats :

Les modifications des conditions de rejets des eaux résiduelles dans le milieu naturel, comportant la mise en circuit fermé des eaux de refroidissement, n'ont pas fait l'objet d'un nouveau dossier de porté à connaissance comme demandé par l'inspection suite à la visite du 04/12/2024 ; certains points (proposition d'autosurveillance, compatibilité des rejets avec le milieu récepteur...) devaient être intégrés au nouveau dossier.

Le jour de l'inspection, il est pris note que :

- la mise en place du refroidissement en circuit fermé entraîne des dysfonctionnements (déjà constatés en 2023) au niveau des ateliers ; le bassin de décantation en amont du bassin de refroidissement n'a pas été mis en place ; une surverse du bassin de refroidissement vers la Romanche reste nécessaire et est constatée sur le bassin de refroidissement le jour de l'inspection,
- l'étape de décantation des effluents pourrait être mise en œuvre au niveau du bassin de refroidissement,
- l'exploitant a pris contact avec des bureaux d'étude pour la rédaction du dossier de porté à connaissance ; la commande devrait être passée au dernier trimestre 2025,
- le plan des réseaux devra être mis à jour compte tenu des modifications apportées,
- des prélèvements et analyses sont réalisés au niveau de la surverse ; la conformité des rejets est présentée au point de contrôle suivant,
- l'exploitant prévoit d'instrumenter le prélèvement avant le rejet au milieu naturel.

En ce qui concerne les informations relatives aux points de rejets et à leurs exutoires figurant à l'article 4.3.5 de l'arrêté préfectoral du 18/07/2008, les points de rejets de n°1 (eaux pluviales) et n°4 (eaux vannes) sont inchangés, les rejets n°2 (eaux industrielles + eaux de refroidissement) et n°3 (eaux pluviales) se font désormais dans le bassin de refroidissement. Le rejet n°3 collecte également l'eau d'une source captée en hauteur de l'usine qui contribue à refroidir le bassin de refroidissement.

Lors de la visite terrain, l'inspection s'est rendue au niveau de la zone du séparateur d'hydrocarbures qui collecterait les eaux de lavage selon les explications de l'exploitant. Ce séparateur enterré et couvert est implanté en partie haute du site. Les effluents traités sont rejetés au point n°1.

L'exploitant a déclaré que l'équipement était nettoyé régulièrement. Ultérieurement à l'inspection, l'exploitant a transmis le bon de commande du 29/11/2024 pour le nettoyage du séparateur d'hydrocarbures.

L'inspection constate que la nature des effluents rejetés au point n°1 ne se limite pas à des eaux de pluie. **Le dossier de porté à connaissance à venir doit confirmer la nature des effluents rejetés au point n°1.**



Bassin de refroidissement correspondant à l'ancien canal de fuite de la centrale hydroélectrique de Pierre-Eybessé d'EDF.



Surverse au milieu naturel du bassin de refroidissement

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Proposition de suites n°1 :

Un dossier de porté à connaissance des nouvelles conditions des rejets aqueux de l'usine doit être transmis à l'inspection sous un délai de 4 mois. Ce dossier permet notamment d'apporter des réponses aux demandes de l'inspection formulées dans son courriel du 28/03/2023. Le dossier comprend également une mise à jour du plan des réseaux d'alimentation et de collecte des rejets aqueux tel que requis à l'article 4.2.2 de l'arrêté préfectoral du 18/07/2008. L'origine et la nature des effluents rejetés au milieu naturel au niveau des différents points de rejets de l'usine sont également précisés.

Dans le cas où le dossier ne serait pas transmis sous 4 mois à la préfète, l'inspection pourrait proposer une mise en demeure sur le sujet.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 4 mois

N° 6 : Rejets d'effluents liquides

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/08/2020, article 9

Thème(s) : Risques chroniques, Autosurveillance des rejets aqueux

Prescription contrôlée :

Les dispositions des articles 4.3.9, 4.3.11 et 9.2.3 des prescriptions annexées à l'arrêté préfectoral complémentaire N°2008-06759 du 18 juillet 2008 sont remplacées par les dispositions de l'article 4.3.9 ci-dessous :

ARTICLE 4.3.9 : Valeurs limites d'émissions et fréquence de surveillance des rejets d'effluents liquides

Article 4.3.9.1. rejets dans le milieu naturel

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires et des eaux pluviales dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies, au niveau des différents points de rejet ci-dessous.

Par ailleurs, le débit des eaux résiduaires rejetées au point n°2 est au maximum de :

	Jusqu'au 01/07/22	À compter du 01/07/22
Maximum horaire	400 m³/h	300 m³/h
Maximum journalier	7000 m³/j	4000 m³/j
Moyenne mensuelle maximale	5000 m³/j	3000 m³/j

Point de rejet n°2 (voir article 4.3.5)

Paramètre	Code SANDRE	Concentration maximale en mg/l (*) (1)	Flux maximal (*) (1)	Fréquence de surveillance et norme
Débit	-	Cf ci-dessus		En continu
pH	-	Cf article 4.3.7		En continu
température	-			En continu
MEST	1305	35	100 kg/j	hebdomadaire
DCO	1314	30	100 kg/j	hebdomadaire
DBO5	1313	10	65 kg/j	hebdomadaire
Hydrocarbures totaux	7009	5	10 kg/j	hebdomadaire
Benzo(a)pyrène (**)	7088	25 µg/l (somme des 5 composés)	(cf étude demandée ci-dessous)	trimestrielle
Benzo(b)fluoranthène (**)				
Benzo(k)fluoranthène (**)				
Benzo (g,h,i)érylène (**)				
Indeno (1,2,3-cd) pérylène (**)				
Anthracène(**)	1458	25 µg/l	2 g/j	annuelle
Arsenic (As)	1369	0,1	100 g/j	Trimestrielle EN ISO 11885-EN ISO 15586- EN ISO17294-2
Cadmium (Cd) (**)	1388	0,05	2 g/j	Annuelle EN ISO 11885-EN ISO 15586- EN ISO17294-2

Paramètre	Code SANDRE	Concentration maximale en mg/l (*) (1)	Flux maximal (*) (1)	Fréquence de surveillance et norme
Chrome total (Cr)	1389	0,2	200 g/j	Trimestrielle EN ISO 11885-EN ISO 15586- EN ISO17294-2
Chrome VI (Cr _{VI})	1371	0,05	20 g/j	Trimestrielle EN ISO 10304-3 - EN ISO 23913
Cuivre (Cu)	1392	0,5	150 g/j	Trimestrielle EN ISO 11885-EN ISO 15586- EN ISO17294-2
Fer (Fe), Aluminium (Al) et composés	7714	5	5 kg/j	Mensuelle EN ISO 11885-EN ISO 15586- EN ISO17294-2
Mercure (Hg) (**)	1387	0,05	2 g/j	Annuelle EN ISO 17852 - EN ISO12846
Nickel (Ni)	1386	0,2	200 g/j	Mensuelle EN ISO 11885-EN ISO 15586- EN ISO17294-2
Plomb (Pb)	1382	0,2	200 g/j	Mensuelle EN ISO 11885-EN ISO 15586- EN ISO17294-2
Zinc (Zn)	1383	1	1,8 kg/j	Mensuelle EN ISO 11885-EN ISO 15586- EN ISO17294-2

(*) : Les valeurs limites s'imposent à des prélèvements, mesures ou analyses moyens réalisés sur 24 heures. Les prélèvements sont proportionnels au débit rejeté.

(1) : la conformité du rejet par rapport aux valeurs limites d'émissions pourra le cas échéant être évaluée en considérant la **concentration nette** qui résulte de l'activité de l'installation industrielle. Dans ce cas, l'exploitant devra pouvoir justifier à tout moment de la teneur et des flux dans les eaux amont (eaux issues de La Romanche) pour les polluants concernés (mesures en amont avant utilisation, dans les eaux brutes prélevées ou en sortie de la tour de décantation).

(**) : Pour les substances dangereuses visées par un objectif de suppression des émissions et dès lors qu'elles sont présentes dans les rejets de l'installation, la réduction maximale doit être recherchée. L'exploitant tient donc à la disposition de l'inspection les éléments attestant qu'il a mis en œuvre des solutions de réduction techniquement viables et à un coût acceptable afin de respecter l'objectif de suppression aux échéances fixées par la réglementation en vigueur. Toutefois, cette disposition n'est pas requise si l'exploitant montre la présence de la substance dangereuse dans les eaux amont ou l'influence du fond géochimique et démontre que la présence de la substance dans les rejets n'est pas due à l'activité de son installation.

En ce qui concerne plus spécifiquement le benzo(a)pyrène et le benzo(ghi)pérylène, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées **dans un délai d'un an à compter de la notification du présent arrêté :**

- un bilan de la surveillance prescrite.

- l'identification des produits, des procédés, des opérations ou des pratiques susceptibles d'être à l'origine de l'émission de ces substances dangereuses au sein de l'établissement ;

- le cas échéant, la définition des actions permettant de supprimer l'usage ou le rejet de ces substances.

Point de rejet n°1 et n°3 (voir article 4.3.5)

Paramètre	Code SANDRE	Concentration maximale en mg/l (*)	Fréquence de surveillance
pH	-	Cf article 4.3.7	2 mesures par an
MES	1305	30 (1)	
DCO	1314	30	
DBO5	1313	10	
Hydrocarbures totaux	7009	5	
Benzo(a)pyrène (**)	7088	25 µg/l (somme des 5 composés)	
Benzo(b)fluoranthène (**)			
Benzo(k)fluoranthène (**)			
Benzo (g,h,i)pérylène (**)			

Paramètre	Code SANDRE	Concentration maximale en mg/l (*)	Fréquence de surveillance
Indeno (1,2,3-cd) pérylène (**)			
Anthracène(**)	1458	25 µg/l	
Arsenic (As)	1369	0,1	
Cadmium (Cd) (**)	1388	0,05	
Chrome total (Cr)	1389	0,2	
Chrome VI (Cr _{VI})	1371	0,05	
Cuivre (Cu)	1392	0,5	
Fer (Fe), Aluminium (Al) et composés	7714	5	
Mercuré (Hg) (**)	1387	0,05	
Nickel (Ni)	1386	0,2	
Plomb (Pb)	1382	0,2	
Zinc (Zn)	1383	1	

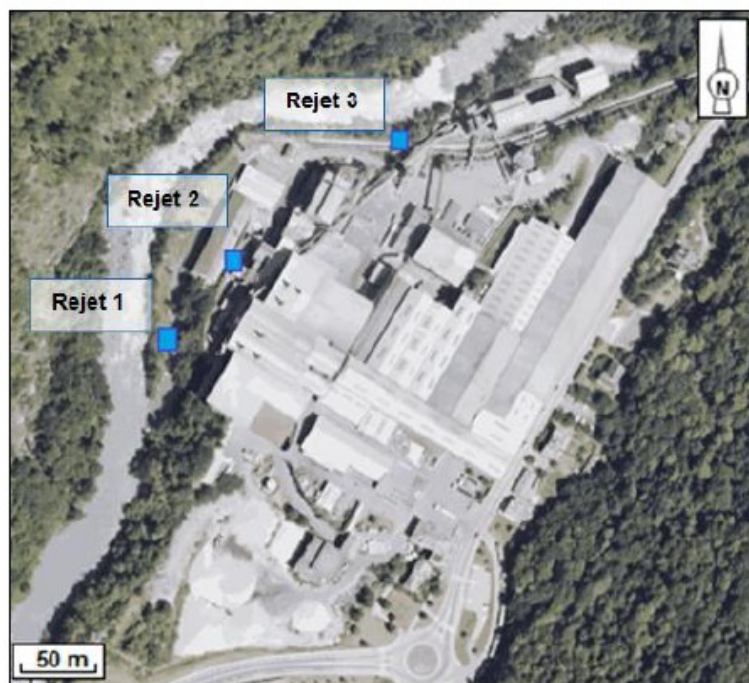
(*) : Les valeurs limites s'imposent à des prélèvements, mesures ou analyses moyens réalisés sur une durée d'environ 2 heures (lors d'un épisode pluvieux).

(**) : Pour les substances dangereuses visées par un objectif de suppression des émissions et dès lors qu'elles sont présentes dans les rejets de l'installation, la réduction maximale doit être recherchée. L'exploitant tient donc à la disposition de l'inspection les éléments attestant qu'il a mis en œuvre des solutions de réduction techniquement viables et à un coût acceptable afin de respecter l'objectif de suppression aux échéances fixées par la réglementation en vigueur.

Constats :

La localisation des points de rejets des effluents aqueux vers la Romanche est la suivante :

Figure 29 : localisation des points de rejet sur le site FERROPEM



(Extrait du rapport de réexamen du 30/06/2017)

Lors de la visite terrain, l'inspection a constaté la présence de rejets aux points 1 et 3 ainsi qu'au niveau du point 2 transformé en surverse depuis les travaux de déconstruction de la centrale hydroélectrique de Pierre-Eybese.

Deux prélèvements sont réalisés chaque année au niveau de la surverse du bassin de refroidissement. La dernière mesure a été réalisée en avril 2025. La seconde campagne de mesures était prévue au mois d'octobre 2025. Compte tenu de l'arrêt anticipé des fours, les prélèvements n'ont pas été réalisés.

Les résultats d'analyse ne sont plus renseignés dans GIDAF, ni transmis à l'inspection car l'exploitant déclare que le cadre GIDAF n'est plus adapté aux conditions de rejet. Il convient de noter que le cadre GIDAF a été créé en janvier 2022 et prend en compte les modifications apportées par l'arrêté préfectoral du 04/08/2020 à l'arrêté du 18/07/2008.

Depuis 2018, les résultats d'autosurveillance ne sont plus transmis sous GIDAF.

L'exploitant déclare réaliser également une surveillance semestrielle au point de rejet n°1.

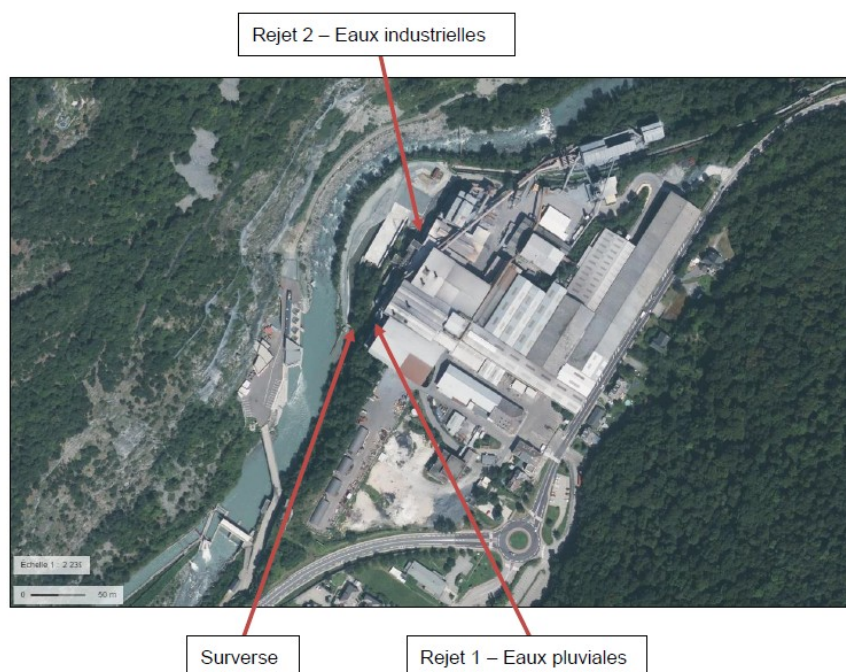
Étant donné que les conditions de rejet au point n°1 n'ont pas évolué, l'absence de transmission sous GIDAF de l'autosurveillance des rejets au point n°1 n'est pas recevable.

En ce qui concerne la surveillance de la surverse, l'exploitant se réfère aux valeurs limites de rejets définies à l'article 4.3.9.1 de l'arrêté préfectoral du 18/07/2008 pour le point n°2. Le cadre GIDAF du point de rejet n°2 équivaut à la surverse ; les résultats de surveillance périodique doivent être transmis sous GIDAF. L'inspection note que les fréquences de surveillance définies au point de rejets n°2 (continu, hebdomadaire, trimestrielle, annuelle ou mensuelle) ne sont pas respectées. Seule une surveillance semestrielle des rejets de la surverse est réalisée.

Ultérieurement à la visite d'inspection, l'exploitant a transmis les résultats d'autosurveillance du 2^{ème} semestre 2024 et du 1^{er} semestre 2025 réalisée par un organisme extérieur.

La surveillance a concerné le point de rejet 1 « eaux pluviales », le point de rejet 2 « eaux industrielles » et le rejet du point de surverse.

Les rejets prélevés sont les suivants :



De l'examen des rapports de surveillance, l'inspection note que :

- le prélèvement au niveau du point de rejet 2 est situé en amont du bassin de refroidissement,

- les conditions d'échantillonnage aux points de rejet 2 et surverse n'ont pas permis de réaliser un échantillonnage asservi au débit ; ceci-étant l'organisme déclare que l'échantillonnage est représentatif,
- les valeurs limites considérées pour la conformité des rejets de la surverse correspondent à celle du point de rejet n°2 ; ce constat ne soulève pas de remarque de la part de l'inspection,
- au niveau de la surverse, un débit journalier égal à 3 446,5 m³/j (octobre 2024) et à 1 844,7 m³/j (avril 2025) a été mesuré ; ce qui confirme le caractère continu et notable du rejet,
- au niveau de la surverse et du point de rejet 2, les flux de cadmium et de chrome VI n'ont pas pu être comparés aux valeurs limites car selon les déclarations du laboratoire la limite de quantification est supérieure à la valeur limite des flux ; dans ce cas-là, le flux doit être calculé à partir de la LQ/2,
- le rejet de la surverse présentait lors du prélèvement en octobre 2024 une teinte orange et une odeur forte, ce qui n'est pas conforme aux dispositions de l'article 4.3.7 de l'arrêté préfectoral du 18/07/2008 :

ARTICLE 4.3.7 : CARACTERISTIQUES GENERALES DE L'ENSEMBLE DES REJETS

Les effluents rejetés doivent être exempts :

- de matières flottantes,
- de produits susceptibles de dégager, en égout ou dans le milieu naturel, directement ou indirectement, des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes,
- de tout produit susceptible de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, sont susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages.

Les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes :

- Température : 30°C,
- pH : compris entre 5,5 et 8,5,
- Couleur : modification de la coloration du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange inférieure à 100 mg Pt/l

Le point de rejet n°3 n'a pas été analysé alors que le jour de l'inspection, il est constaté un déversement au milieu naturel. Dans la mesure où l'ensemble des installations étaient à l'arrêt, l'exploitant devra indiquer si ce déversement était ponctuel ou continu/discontinu. En effet, ce constat est contradictoire avec les affirmations de l'exploitant (eaux pluviales n°3 orientées vers le bassin de refroidissement).

La synthèse des résultats non conformes pour les 3 points de rejet est présentée ci-dessous :

Rejet n°1

Paramètre	Octobre 2024	Avril 2025
Débit (m³/j) <i>Valeur max : /</i>	4,8	9,6
MES concentration <i>VLE maximale : 30 mg/l</i>	46	83

Rejet 2 « eaux industrielles » en amont du bassin de refroidissement

Paramètre	Octobre 2024	Avril 2025
Débit (m³/j) <i>Valeur max : 4000 m³/j</i>	3866,5	5859,1
Température °C valeur maximale 30°C	45	46
MES / concentration <i>VLE maximale : 35 mg/l</i>	72	240
MES / Flux <i>Flux maximal: 100 kg/j</i>	278	1406
Zinc / concentration <i>VLE maximale : 1000 µg/l</i>	507	486
Zinc / Flux <i>Flux maximal: 1,8 kg/j</i>	1,96	2,85
Fer / concentration <i>VLE maximale : 5000 µg/l</i>	1000	4000
Fer / Flux <i>Flux maximal: 5 kg/j</i>	3,87	23,4

Surverse

Paramètre	Octobre 2024	Avril 2025
Débit (m³/j) <i>Valeur max : 4000 m³/j</i>	3446,5	1844,7
Température °C valeur maximale 30°C	32,1	30,2
MES / concentration <i>VLE maximale : 35 mg/l</i>	140	157
MES / Flux <i>Flux maximal: 100 kg/j</i>	483	284
DCO / concentration <i>VLE maximale : 30 mg/l</i>	< 5	46
DCO / Flux <i>Flux maximal: 100 kg/j</i>	< 17,2	84,9

L'inspection note que les conditions de fonctionnement des installations ne sont pas précisées dans les rapports de contrôle.

Ceci-étant, les 2 fours étaient en fonctionnement lors des campagnes de mesures.

L'exploitant doit s'engager sur un plan d'actions afin de viser un retour à la conformité pour les dépassements constatés ci-dessus.

En ce qui concerne les 8 substances dangereuses visées par un objectif de suppression des émissions, l'inspection note que pour les substances suivantes les concentrations mesurées sur l'ensemble des rejets sont supérieures à la limite de quantification : cadmium (LQ = 0,07 µg/l), mercure (LQ = 0,015 µg/l), Benzo (g,h,i)pérylène (LQ = 0,001 µg/l), Indeno (1,2,3-cd) pérylène (LQ = 0,001 µg/l).

<p>L'avis du 19/10/19 relatif aux limites de quantification des couples « paramètre-matrice » de l'agrément des laboratoires effectuant des analyses dans le domaine de l'eau et des milieux aquatiques, explicite les LQ maximales à respecter paramètre par paramètre par les laboratoires, notamment pour la matrice « Eau résiduaire », dès lors que les laboratoires rendent des résultats d'analyse sous agrément.</p> <p>Dans le cas présent, la suppression des rejets des substances dangereuses dont la concentration est supérieure à la LQ n'est pas démontrée. Lors de la prochaine campagne de mesures des rejets de la surverse et du point n°1, la LQ réglementaire doit être considérée. À défaut, l'exploitant doit démontrer que la réduction maximale des rejets en cadmium, mercure, Benzo (g,h,i)pérylène, Indeno (1,2,3-cd) pérylène a bien été recherchée.</p> <p>L'inspection constate que l'exploitant n'a pas transmis concernant le benzo(a)pyrène et le benzo(ghi)pérylène :</p> <ul style="list-style-type: none"> • le bilan de la surveillance prescrite, • l'identification des produits, des procédés, des opérations ou des pratiques susceptibles d'être à l'origine de l'émission de ces substances dangereuses au sein de l'établissement ; • le cas échéant, la définition des actions permettant de supprimer l'usage ou le rejet de ces substances.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p><u>Proposition de suites n°2 :</u></p> <p>Sous un délai de 3 mois, l'exploitant doit :</p> <ul style="list-style-type: none"> • déclarer dans GIDAF les résultats de l'autosurveillance des rejets n°1 et de la surverse (considérée pour l'instant comme le point de rejet n°2 selon les exigences préfectorales) ; l'exploitant procède également à la déclaration <i>a posteriori</i> de son autosurveillance des deux dernières années (2023 et 2024) dans GIDAF, • procéder le cas échéant à la correction des flux de cadmium et de chrome VI en considérant une concentration égale à LQ/2, • mettre en œuvre au niveau des rejets de la surverse une surveillance périodique plus resserrée que les analyses semestrielles, • s'engager sur un plan d'actions correctives afin de viser un retour à la conformité pour les dépassements constatés sur la surverse lors de l'autosurveillance, • s'engager sur un plan d'actions correctives afin de remédier à des rejets au milieu naturel colorés et odorants, • mettre en œuvre une surveillance au point de rejet n°3 (si le rejet au milieu naturel est continu ou discontinu) dans les conditions définies à l'article 4.3.9.1 de l'arrêté préfectoral du 18/09/2008 modifié, • s'engager sur un plan d'actions visant la suppression des émissions de cadmium, mercure, Benzo (g,h,i)pérylène, Indeno (1,2,3-cd) pérylène ou à défaut, démontrer que la réduction maximale a été recherchée, • transmettre les éléments requis pour le point de rejet n° 2 (la suverse) à l'article 4.3.9.1 de l'arrêté précité concernant le benzo(a)pyrène et le benzo(ghi)pérylène ; pour ce dernier point, le délai de mise en conformité est de 6 mois.
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 7 : Prélèvements et consommations d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/07/2008, article 4.1.1 et 4.2.2

Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvements et consommations d'eau

Prescription contrôlée :

CHAPITRE 4.1 : PRELEVEMENTS ET CONSOMMATIONS D'EAU

ARTICLE 4.1.1: ORIGINE DES APPROVISIONNEMENTS EN EAU

Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes :

Origine de la ressource	Nom de la masse d'eau ou de la commune du réseau	Prélèvement maximal annuel (m3)	Quantité maximale journalière prélevée (m3/j)
Eau de surface	Romanche	5 000 000 ⁽¹⁾	17 000
Réseau public	Commune de Livet et Gavet		

La société dispose également de deux sources ; l'eau prélevée à partir de ces deux sources ne peut être utilisée qu'à des fins industrielles.

⁽¹⁾ Cette quantité d'eau prélevée directement dans la Romanche au moyen de canalisations établies à partir des conduites forcées des centrales hydroélectriques des Clavaux et Pierre Eybessé ou du canal de fuite de ces centrales est utilisée principalement pour le refroidissement (circuit secondaire) de certaines installations de l'usine (four n°3, installation de granulation, transformateurs, surpresseurs, centrales hydrauliques,...) puis est restituée à la Romanche avec un impact thermique négligeable. Cette eau est également utilisée pour le lavage du quartz à hauteur de 2 500 m³/j puis est rejetée à la Romanche après traitement. Ce rejet sera supprimé au 31/03/2009 (mise en circuit fermé des eaux de lavage du quartz)

ARTICLE 4.1.2: CONCEPTION ET EXPLOITATION DES INSTALLATIONS DE PRELEVEMENT D'EAUX

Ces ouvrages de prélèvement réalisés à partir des conduites forcées des centrales hydroélectriques exploitées par EDF ou du canal de fuite de ces centrales devront satisfaire aux dispositions fixées par EDF dans le cadre d'une convention.

Les ouvrages de prélèvement dans les cours d'eau ne gênent pas le libre écoulement des eaux.

Leur mise en place est compatible avec les dispositions du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux et du schéma d'aménagement et de gestion des eaux.

Constats :

L'exploitant a déclaré dans GEREPE les prélèvements annuels suivants :

- en 2022, dans le canal de la Romanche : 356 400 m³, réseau AEP : 88 195 m³,
- en 2023, dans le canal de la Romanche : 445 960 m³, réseau AEP : 20 671 m³.

Les variations de volume de prélèvement entre 2022 et 2023 n'ont pas été abordées lors de l'inspection.

Les prélèvements sont réalisés dans 3 milieux différents : La Romanche, le réseau AEP et une source résurgente.

L'exploitant déclare que chaque point de prélèvement est équipé d'un compteur. Les prélèvements au niveau du captage de l'eau de source utilisée pour l'appoint du circuit de refroidissement et l'appoint du circuit de refroidissement de la TAR ne sont pas déclarés sous GEREPE.

L'eau prélevée à partir de la Romanche est essentiellement injectée dans le bassin de refroidissement pour diminuer la température du bassin.

Dans le rapport d'inspection du 06/07/2021, l'inspection avait noté que :

« Les appoints d'eau du circuit de refroidissement se faisaient uniquement via la source d'eau disponible sur le site, et déjà utilisée (suppression des pompes dans la Romanche). »

A ce jour, les appoints d'eau du circuit de refroidissement sont bien réalisés exclusivement à partir de la source, en revanche les pompes dans la Romanche n'ont pas pu être supprimés en raison

des difficultés rencontrées par l'exploitant pour mettre en circuit fermé les eaux de refroidissement.

Par ailleurs, le prélèvement d'eau à partir de l'eau de source n'est à ce jour pas autorisée par l'arrêté préfectoral du 18/07/2008. Cette situation n'est pas conforme.

L'inspection constate que les valeurs annuelles maximales de prélèvements fixées à l'article 4.1.1 de l'arrêté préfectoral du 18/07/2008 sont respectées et largement majorantes au regard des prélèvements mis en œuvre. Depuis 2008, l'exploitant a réduit les prélèvements dans le milieu naturel.

L'arrêté ministériel du 30/06/2023 relatif aux mesures de restriction en période de sécheresse et l'arrêté préfectoral cadre sécheresse du 10/06/2023 s'appliquent à Ferroglobe. Il convient de distinguer la consommation annuelle d'eau des volumes de prélèvements étant donné que les rejets au milieu naturel sont effectués dans la Romanche.

En 2023, Ferroglobe a déclaré par l'intermédiaire du questionnaire disponible sur le site internet de la DREAL Auvergne-Rhône-Alpes à l'adresse « <https://www.auvergne-rhone-alpes.developpement-durable.gouv.fr/declarer-vouloir-beneficier-d-une-adaptation-a23431.html> » vouloir bénéficier d'une adaptation au régime général concernant les restrictions des usages de l'eau. Il s'est engagé à mettre en place un Plan de Sobriété Hydrique pour l'usine des Clavaux pour pouvoir bénéficier des adaptations sur les réductions de prélèvement d'eau en cas de sécheresse.

Lors de l'inspection, l'exploitant déclare que le PSH n'a pas été mis en place. À ce jour, l'exploitant ne peut bénéficier d'une adaptation du régime général concernant les restrictions des usages de l'eau. Le site est donc soumis aux restrictions des consommations et des prélèvements d'eau requises par l'arrêté ministériel du 30/06/2023 et par l'arrêté préfectoral cadre sécheresse du 10/06/2023.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Proposition de suites n°3 :

L'exploitant doit déclarer sous GEREPE l'ensemble des prélèvements réalisés dans les différents milieux en renseignant la nature de la masse d'eau pour chaque milieu, sur la base de la nomenclature SANDRE.

Les prélèvements d'eau de source doivent faire d'une demande de régularisation ; les consommations moyennes et maximales horaires, journalières et annuelles devront être précisées. Délai de mise en conformité : 3 mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Contrôle inopiné des rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/08/2020, article 7 et 8

Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des rejets atmosphériques

Prescription contrôlée :

ARTICLE 7

Les dispositions de l'article 3.2.4. de l'arrêté préfectoral du 18 juillet 2008 sont remplacées par les dispositions ci-dessous.

ARTICLE 3.2.4. Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).

Concentrations instantanées en mg/Nm ³	Conduits n°1, n°2 et n°3 (filtres)	Conduit n°4 (criblage 1)	Conduit n°5 (criblage 2)	Conduit n°6 (condi)	Conduit n°7 (séchage)
Poussières	5	10 5 (a)	10 5 (a)	10 5 (a)	10 5 (a)
SO ₂	150	-	-	-	-
NO _x en équivalent NO ₂	100	-	-	-	-
COVNM	10	-	-	-	-
Métaux et leurs composés (Sb + Cr + Co + Cu + Sn + Mn + Ni + V + Zn + Pb + Hg + As + Cd + Ti)	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5
Cd	0,05	-	-	-	-
HAP (*)	0,1	-	-	-	-
Dioxines (PCDD/PCDF) en ng/Nm ³	0,05 (**)	-	-	-	-

(*)fluoranthène, benzo(a)pyrène, dibenzo(a,h)anthracène, benzo(a)anthracène, benzo(b)fluoranthène, benzo(k)fluoranthène, indéno(1,2,3-cd)pyrène, benzo(ghi)pérylène, naphthalène, acénaphthylène, acénaphène, fluorène, phénanthrène, anthracène, pyrène, chrysène.

(a) Valeur à respecter à compter du 30 juin 2020 (publication du BREF NFM + 4 ans).

(**) : en moyenne sur une période d'échantillonnage d'au moins 6 heures

ARTICLE 8

Les dispositions de l'article 3.2.5. de l'arrêté préfectoral du 18 juillet 2008 sont remplacées par les dispositions ci-dessous :

ARTICLE 3.2.5. VALEURS LIMITES DES FLUX de polluants rejetés

On entend par flux de polluant la masse de polluant rejetée par unité de temps. Les flux de polluants rejetés dans l'atmosphère doivent être inférieurs aux valeurs limites suivantes :

Flux	Conduit n°1 (filtre 1)	Conduit n°2 (filtre 2)	Conduit n°3 (filtre 3)	Conduit n°4 (criblage 1)	Conduit n°5 (criblage 2)	Conduit n°6 (condi)	Conduit n°7 (séchage)	Emissions totales (**)
Poussières (en kg/h)	1,8	2,47	1,48	0,2 0,15 (a)	0,2 0,1 (a)	0,2 0,05 (a)	0,2 0,1 (a)	55 t/an
SO ₂ (en kg/h)	40	40	20	-	-	-	-	
NO _x en équivalent NO ₂ (en kg/h)	20	20	10	-	-	-	-	
COVNM (en kg/h)	3	5	2	-	-	-	-	
Métaux (Sb + Cr + Co + Cu + Sn + Mn + Ni + V + Zn + Pb + Hg + Cd + As + Ti) (en g/h)	150	200	100	15	10	5	10	2 t/an
Cd (en g/h)	5	7	3					50 kg/an
HAP (en g/h) (*)	35	50	30	-	-	-	-	
Dioxines (PCDD/PCDF) (en µg/h)	15	20	10	-	-	-	-	50 mg/an

(*)fluoranthène, benzo(a)pyrène, dibenzo(a,h)anthracène, benzo(a)anthracène, benzo(b)fluoranthène, benzo(k)fluoranthène, indéno(1,2,3-cd)pyrène, benzo(ghi)pérylène, naphthalène, acénaphthylène, acénaphène, fluorène, phénanthrène, anthracène, pyrène, chrysène.

(**) : concernant les flux annuels de poussières, la valeur limite s'applique à la somme des rejets canalisés et diffus

(a) Valeur à respecter à compter du 30 juin 2020 (publication du BREF NFM + 4 ans).

Constats :

Un contrôle inopiné de l'ensemble des rejets atmosphériques a eu lieu du 29/07/2025 au 04/08/2025. L'inspection a assisté le 29/07/2025 à la mise en place des sondes de prélèvement sur le filtre 1 (baghouse 1).

Le 10/10/2025, l'organisme en charge du contrôle inopiné a transmis à l'inspection et à l'exploitant le rapport de mesures référencé 480631217.2.R rédigé le 10/10/2025.

L'inspection note les dépassements suivants (les VLE considérées par l'organisme pour statuer de la conformité des résultats sont erronées pour le filtre 1 et 2 ; les constats ci-dessous tiennent compte des VLE correctes) :

- Filtre 1 :
 - concentration en poussières : 16,4 mg/Nm³ (VLE = 5 mg/Nm³), flux de poussières : 13,1 kg/h (Flux maximal = 1,8 kg/h)
- Filtre 3 :
 - flux de métaux : 0,148 kg/h (Flux maximal = 0,1 kg/h)
- Séchage :
 - concentration en métaux : 1,03 mg/Nm³ (VLE = 0,5 mg/Nm³), flux de métaux : 0,0132 kg/h (Flux maximal = 0,01 kg/h).

Pour justifier les dépassements relevés en sortie de filtre 1, l'exploitant déclare qu'une intervention sur deux filtres à manches au moment du prélèvement pourrait être à l'origine du dépassement des valeurs limites de rejets en poussières.

L'inspection considère que ces explications ne sont pas recevables car, lors de l'inspection du 29/07/2025, elle n'a pas relevé d'intervention sur le filtre 1.

Les causes pouvant expliquer les dépassements aux autres points de rejets ne sont pas présentées.

L'inspection note également que le contrôle inopiné n'a pas pu être réalisé sur l'ensemble des rejets du site. Aucun prélèvement n'a eu lieu sur les émissions du criblage 1, criblage 2 et conditionnement.

L'exploitant doit pouvoir justifier cette absence de prélèvement sur ces 3 points de rejets.

Ces rejets doivent également faire l'objet d'une mesure annuelle au titre de l'autosurveillance.

L'inspection constate qu'une mesure est disponible au niveau des rejets du criblage 1. La conformité des résultats de mesure n'a pas été vérifiée au cours de l'inspection.

En ce qui concerne les émissions du criblage 2 et du conditionnement, le contrôle est programmé au mois de décembre 2025 car ces ateliers n'ont pas été arrêtés. À cette occasion, le contrôle des émissions du criblage 1 serait à nouveau réalisé.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Proposition de suites n°4 :

L'exploitant transmettra, sous un délai d'un mois, ses commentaires sur les causes à l'origine des dépassements constatés lors du contrôle inopiné des rejets air réalisé du 29/07/2025 au 04/08/2025 et les actions correctives envisagées pour y remédier.

L'absence de prélèvement lors du contrôle inopiné sur les rejets du criblage 1, criblage 2 et conditionnement est justifié dans le même délai.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois